

Communiqué
Réunion du conseil de gouvernement
Vendredi 26 avril 2013

Le conseil de gouvernement a tenu, vendredi 15 jourmada II 1434 (26 avril 2013) sa réunion hebdomadaire sous la présidence du Chef du gouvernement, M. Abdalilah Benkirane, consacrée à l'examen et à l'adoption d'une série de textes de loi et de textes réglementaires, ainsi qu'à l'approbation d'une proposition de nomination à une fonction supérieure et à l'examen de questions d'actualité.

Au début de cette réunion, le Chef du gouvernement est revenu sur la résolution adoptée, jeudi 25 avril, à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU au sujet de la cause nationale. Il a rendu grâce au Tout Puissant pour cette nouvelle victoire accordée à notre pays sur le plan politique, la résolution onusienne ayant évité toute mention portant atteinte à la souveraineté du Maroc sur son Sahara. Le Chef du gouvernement a également rappelé que le Maroc a été précurseur en matière de respect des droits de l'Homme et des normes internationales dans ce domaine, relevant que ce qui a été soulevé n'est autre qu'une manœuvre politique visant à gêner la logique de la négociation saine pour parvenir à une solution à ce conflit fabriqué de toutes pièces.

M. Abdalilah Benkirane a souligné que les Marocains, dès qu'ils se sont rendus compte de cette manœuvre, se sont mobilisés sous la conduite de SM Le Roi, qui a entrepris les contacts et initiatives nécessaires pour mettre un terme à cette situation.

Le Chef du gouvernement a exprimé à cette occasion ses félicitations au souverain et au peuple marocain, ajoutant à l'attention des ennemis de l'intégrité territoriale du Maroc qu'il s'agit là de la cause d'une nation et d'un peuple, face à laquelle n'aboutira aucune manœuvre. Il a également réitéré la disposition du Maroc d'engager des avancées dans le sens de négociations sérieuses sous la conduite de SM Le Roi Mohammed VI pour parvenir à une solution politique, équitable et définitive à ce conflit qui a trop duré et ce, dans le cadre de la proposition marocaine d'autonomie et de manière à favoriser la coopération maghrébine.

Par la suite le Conseil de gouvernement a examiné et adopté le projet de loi 79-12 complétant la loi 02-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins, présenté par le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement.

Ce texte vise à fixer les dispositions juridiques régulant le droit sur la rémunération pour copie privée. Il entend ainsi promouvoir la créativité et protéger les intérêts des différents intervenants, notamment les auteurs et les producteurs, ainsi que les artistes-interprètes des œuvres fixées sur phonogrammes et vidéogrammes dans le contexte de développements des nouvelles technologies d'enregistrement et d'exploitation.

La redevance pour copie privée entend réparer le préjudice causé aux auteurs et ayants droit en raison de la recrudescence des opérations de reproduction des œuvres fixées sur phonogrammes et vidéogrammes pour usage personnel.

En vertu de cette loi, la rémunération sera payée au Bureau marocain du droit d'auteur par le fabricant local ou l'importateur en fonction des quantités d'appareils d'enregistrement et des supports d'enregistrement utilisables, lors de leur mise en circulation sur le territoire national et qu'il met à la disposition du public pour la reproduction à usage privé d'œuvres sur des phonogrammes ou des vidéogrammes.

Ces redevances, dont une partie sera consacrée à la lutte contre la contrefaçon et le piratage, bénéficieront aux auteurs, artistes-interprètes et aux producteurs de phonogrammes et vidéogrammes.

Sont notamment exonérés du paiement de la redevance pour copie privée, lorsque les appareils et les supports d'enregistrement sont destinés à leur propre usage, les administrations publiques et les organismes publics concernés par les personnes à besoins spécifiques et leurs associations. Le projet a été adopté en prenant en considération les amendements apportés.

Le Conseil de gouvernement a également adopté le projet de décret 2-12-602 portant application de la loi 03-12 relative aux instances interprofessionnelles agricoles et halieutiques, présenté par le ministre de l'Économie et des Finances pour le ministre de l'Agriculture et de la Pêche.

Ce projet définit l'administration compétente mentionnée dans la loi 03-12 comme étant l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture et de la pêche. Aux termes de ce décret, le niveau de

représentativité des organisations professionnelles requis pour la constitution d'une interprofession agricole ou halieutique est fixé par un arrêté conjoint des autorités gouvernementales chargées de l'agriculture, de la pêche maritime, du commerce et de l'industrie.

Le statut-type, prévu par cette législation, destiné à servir de modèle pour la constitution d'une interprofession agricole ou halieutique est fixé, selon le cas, par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture ou de la pêche maritime.

Le Conseil de gouvernement a par ailleurs adopté le projet de Loi n 16-37, présenté par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, portant ratification de l'accord de coopération dans le domaine des pêches maritimes signé entre le Maroc et la Russie, le 14 février 2013 à Agadir.

Cet accord pose les fondements de la coopération concernant la préservation des ressources halieutiques dans la zone économique du Maroc et son exploitation et détermine les conditions de pêche dans les eaux atlantiques par la flotte russe.

Cet accord donne également aux navires russes la possibilité de pêcher des petites pélagiques selon les conditions précisées dans l'annexe de l'accord. La partie russe s'engage, conformément à cet accord, à accueillir des observateurs scientifiques à bord de ses navires et d'embarquer des marins marocains.

La partie marocaine détermine annuellement la quantité de pêche, selon les variétés, les zones de pêche, les tarifs référentiels et le nombre de navires de pêche russes autorisés.

Le Conseil de gouvernement a enfin adopté une proposition de nomination dans une fonction supérieure, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution. Il s'agit de M. Jamal Eddine Echakif, nommé directeur du développement forestier au Haut-commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification.

Dans le cadre des préparatifs pour la célébration du 1er mai, le gouvernement s'apprête à présenter un bilan complet sur la situation sociale, particulièrement les volets concernant la couverture médicale, l'emploi, les grèves, la protection sociale et le bilan de la mise en application de l'accord du 26 avril 2011.

Le conseil de gouvernement a suivi, à l'issue de ses travaux, un exposé du ministre de l'Équipement et du Transport sur le bilan des accidents de la circulation au cours des 3 premiers mois de l'année 2013. Il en ressort une régression de 6,73% du nombre des accidents, une baisse de 19,5% des accidents mortels et une baisse de 15% des accidents graves.